Au cours des dernières années, beaucoup d'enjeux ont touché la classe ouvrière, on pense d'abord à la pandémie qui a engendré et qui engendre toujours beaucoup de changements au niveau de l'organisation du travail et l'accès au travail, notamment dans le secteur privé. Au niveau fédéral nous avons connu l'enfer de Phénix et vivons toujours les répercussions de son ingérence, mais également, au niveau syndical, il y a quelques enjeux de plus qui pourraient se jouer dans les prochaines années.

L'engagement des membres diminue au fil des ans, qu'on le veuille ou non, ce qui laisse au patronat l'espace pour prendre des décisions concernant les travailleurs sans les consulter. On pense notamment au salaire et tout ce qui s'y rattache, dont les fonds de pension et les avantages sociaux, qui je crois sera le prochain gros combat syndical. En effet, les syndicats auront beaucoup de travail de mobilisation à faire si l'on veut le plus de participation possible pour défendre et apporter nos demandes à une conclusion. Malgré qu'il puisse sembler y avoir une augmentation des salaires depuis la dernière année, exagérée dans les médias, si nous prenons les données d'inflation et de pouvoir d'achat de la classe ouvrière sur les 30-40 dernières années, il y a clairement un manque à gagner au niveau salarial. De plus en plus, le gouvernement et ses composantes patronales, Le Conseil du Trésor, La Monnaie Royale, etc. prennent les pratiques néo-libérales du secteur privé et les appliquent au secteur public. Les salaires augmentent, mais les cotisations aux différents régimes d'assurances se font progressivement retirer des ententes collectives. C'est le cas également des fonds de pension et des régimes de retraite, spécifiquement les régimes à prestations déterminées, qui sont de plus en plus mal menés pour les employés de l'État. Année après année, les médias, lobbyistes, instituts de réflexions relancent le débat sur la pertinence des RPD et du poids de ces derniers sur l'État, pour faire pencher la balance en faveur des modèles de prestations privés ou d'épargne individuelle qui sont loin d'être accessibles à tous. Il est certain que la baisse d'adhérents aux RPD est plus marquée dans le secteur privé, mais la tendance reste tout de même à la baisse dans les deux sphères. Dans les deux cas, les RPD sont des régimes de capitalisations qui se basent sur le rendement des marchés financiers, qui sont souvent volatils. Quand les marchés sont à la baisse et que les taux d'intérêt chutent, les cotisations des entreprises, comme de différents paliers de gouvernements, augmentent. C'est à ce point que les dirigeants d'entreprises et hauts fonctionnaires ne voient plus la pertinence d'investir de telles sommes dans les fonds de pension sous prétexte que l'instabilité structurelle des marchés et la pression des actionnaires ne justifieraient pas la hausse des cotisations. Ce qui mène progressivement le désengagement des entreprises envers les RPD, favorisé par la mise en place des différents plans d'épargne individuelle qui leur permet de ne faire aucune cotisation.

Or, la vie en société ne peut se baser que sur les marchés financiers. L'économie, certes, a joué un rôle clé jusqu'à présent dans l'organisation de celle-ci, mais ne peut déterminer le droit à un niveau de vie décent à la retraite, spécifiquement quand on sacrifie une partie de notre vie au travail. Les différents régimes de retraite qui sont de plus en plus utilisés par les hauts dirigeants et les entreprises mettent tous les risques sur le dos des employés, ce qui diminue les chances d'une retraite décente puisque les régimes se basent sur les rendements financiers spéculés au moment de la cotisation,

qui peuvent être complètement erronés au moment où on se retire du marché du travail. La quête éternelle de profits et d'expansion des entreprises et des actionnaires ne devrait pas justifier le fait de devoir mourir au bureau pour subvenir à nos besoins. D'où l'importance de l'organisation syndicale dans les milieux de travail et de vie, comme elle l'a toujours été, pour assurer une pérennité des droits sociaux et des droits des travailleurs.

Selon moi, cet enjeu découle du fait que depuis plusieurs années maintenant, la classe ouvrière, spécialement dans le secteur public, se satisfait de ses conditions de travail et ne sort plus autant dans les rues pour revendiquer, ce qui peut laisser la classe dirigeante croire qu'ils peuvent jouer dans les régimes de retraite et les cotisations. Mais je crois également que l'importance qu'on lui accorde saura mobiliser l'ensemble des travailleurs, autant fonctionnaires qu'au privé de par l'ampleur que peut atteindre la prise de décisions ayant un impact sur la qualité de vie des citoyens au sens large. Au niveau fédéral, je crois qu'il est du devoir des syndicats de faire ce travail de mobilisation, afin d'obtenir les meilleures conditions de travail possible pour ses membres et ainsi paver le chemin vers les conditions de travail que la classe ouvrière mérite.